LE SYSTÈME DES NATIONS UNIES

OIM ONU MIGRATION

2019

ORGANES PRINCIPAUX

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Organes subsidiaires

- Comités permanents et organes ad hoc
- Commission du désarmement
- Commission du droit international
- Conseil des droits de l'homme
- Corps commun d'inspection (CCI)
- Grandes commissions et autres comités de session

Fonds et programmes[1]

FNUAP Fonds des Nations Unies pour la population
ONU-Habitat[8] Programme des Nations Unies pour les établissements humains
PAM Programme alimentaire mondial
PNUD Programme des Nations Unies pour le développement
- **FENU** Fonds d'équipement des Nations Unies
- **VNU** Volontaires des Nations Unies

PNUE[8] Programme des Nations Unies pour l'environnement
UNICEF Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Recherche et formation

UNIDIR Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement
UNITAR Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche
UNSSC École des cadres du système des Nations Unies
UNU Université des Nations Unies

Autres organismes

CNUCED[1,8] Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
HCR[1] Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
ITC Centre du commerce international (CNUCED/OMC)
ONU-Femmes Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
UNOPS[1] Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
UNRWA[1] Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient

Organisations apparentées

AIEA[1,3] Agence internationale de l'énergie atomique
AIFM Autorité internationale des fonds marins
Commission préparatoire de l'OTICE Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires
CPI Cour pénale internationale
OIAC[3] Organisation pour l'interdiction des armes chimiques
OIM[1] Organisation internationale pour les migrations
OMC[1,4] Organisation mondiale du commerce
Tribunal international du droit de la mer

Commission de consolidation de la paix

Forum politique de haut niveau pour le développement durable

CONSEIL DE SÉCURITÉ

Organes subsidiaires

- Comité contre le terrorisme
- Comités des sanctions (ad hoc)
- Comité d'état-major
- Comités permanents et organes ad hoc
- Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des tribunaux pénaux
- Opérations de maintien de la paix et missions politiques
- Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY)

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Commissions techniques

- Condition de la femme
- Développement social
- Forum des Nations Unies sur les forêts
- Population et développement
- Prévention du crime et justice pénale
- Science et technique au service du développement
- Statistique
- Stupéfiants

Commissions régionales[8]

CEA Commission économique pour l'Afrique
CEE Commission économique pour l'Europe
CEPALC Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
CESAO Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale
CESAP Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique

Autres organes

- Comité chargé des organisations non gouvernementales
- Comité des politiques de développement
- Comités d'experts de l'administration publique
- Instance permanente sur les questions autochtones

ONUSIDA Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida
GENUNG Groupe d'experts des Nations Unies pour les noms géographiques

Recherche et formation

UNICRI Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice
UNRISD Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social

Institutions spécialisées[1,5]

FAO Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA Fonds international de développement agricole
FMI Fonds monétaire international
GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE[7]
- **BIRD** Banque internationale pour la reconstruction et le développement
- **IDA** Association internationale de développement
- **SFI** Société financière internationale

OACI Organisation de l'aviation civile internationale
OIT Organisation internationale du Travail
OMI Organisation maritime internationale
OMM Organisation météorologique mondiale
OMPI Organisation mondiale de la propriété intellectuelle
OMS Organisation mondiale de la Santé
OMT Organisation mondiale du tourisme
ONUDI Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
UIT Union internationale des télécommunications
UNESCO Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UPU Union postale universelle

SECRÉTARIAT

Départements et bureaux[9]

BAJ Bureau des affaires juridiques
BSCI Bureau des services de contrôle interne
Bureau d'appui à la consolidation de la paix
Bureau des affaires de désarmement
Bureau des Nations Unies pour les partenariats[2]
Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique
Bureau du Haut-Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement
Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question de la violence à l'encontre des enfants
Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question des violences sexuelles commises en période de conflit
Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour le sort des enfants en temps de conflit armé
Cabinet du Secrétaire général
DAES Département des affaires économiques et sociales
DAM Département de l'appui aux missions
Département de l'information
DAP Département des affaires politiques
DG Département de la gestion
DGACM Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences
DOMP Département des opérations de maintien de la paix
DSS Département de la sûreté et de la sécurité
HCDH Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
OCHA Bureau de la coordination des affaires humanitaires
ONUDC Office des Nations Unies contre la drogue et le crime
ONUG Office des Nations Unies à Genève
ONUN Office des Nations Unies à Nairobi
ONUV Office des Nations Unies à Vienne
UNISDR Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

CONSEIL DE TUTELLE[6]

Notes :

1 Membres du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination (CCS).
2 Le Bureau des Nations Unies pour les partenariats sert de coordonnateur pour la Fondation pour les Nations Unies.
3 L'AIEA et l'OIAC font rapport au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale.
4 L'OMC n'a pas obligation de faire rapport à l'Assemblée générale, mais elle contribue à titre spécial à ses travaux et à ceux du Conseil économique et social, notamment en ce qui concerne les finances et les questions de développement.
5 Les institutions spécialisées sont des organisations autonomes dont le travail est coordonné par l'ECOSOC (au niveau intergouvernemental) et par le CCS (au niveau intersecrétariat).
6 Le Conseil de tutelle a suspendu ses activités le 1er novembre 1994, suite à l'indépendance des Palaos, dernier territoire sous tutelle des Nations Unies, le 1er octobre 1994.
7 Le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) et l'Agence multilatérale de garantie des investissements (AMGI) ne sont pas des institutions spécialisées au sens des articles 57 et 63 de la Charte, mais font partie du Groupe de la Banque mondiale.
8 Les secrétariats de ces organes font partie du Secrétariat des Nations Unies.
9 Font également partie du Secrétariat : le Bureau de la déontologie, le Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies, le Bureau de l'administration de la justice et le Bureau des Nations Unies pour le sport au service du développement et de la paix.

Ce tableau reflète l'organisation fonctionnelle du système des Nations Unies, à seule fin d'information. Il n'inclut pas tous les bureaux et organismes des Nations Unies.

© Nations Unies, 2017 Tous droits réservés

Publié par les Nations Unies Département de l'information DPI/2470 Rev.5 — 17-00023 — Mars 2017